

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12928
16 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL/
FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 10 NOVEMBRE 1978, ADRESSEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL
AUX GOUVERNEMENTS DE TOUS LES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES OU MEMBRES D'INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONTENANT
UN NOUVEL APPEL POUR LE VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
DESTINEES AU FINANCEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES CHARGEE DU
MAINTIEN DE LA PAIX A CHYPRE

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir porter d'urgence à l'attention de votre gouvernement le nouvel appel que j'adresse aujourd'hui à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées afin d'obtenir des contributions volontaires supplémentaires pour la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

L'importance de la Force a été maintes fois soulignée par le Conseil de sécurité, qui en a prolongé le stationnement dans l'île à de nombreuses reprises. Tout récemment, dans sa résolution 430 (1978) du 16 juin 1978 1/, le Conseil a pris note de mon rapport du 31 mai 1978 et a décidé de prolonger le stationnement de la Force à Chypre d'une nouvelle période prenant fin le 15 décembre 1978. Dans le rapport, j'avais signalé que, compte tenu de la situation sur le terrain et de l'évolution politique, la présence de la Force demeurerait indispensable et qu'en aidant à maintenir le calme dans l'île, la Force facilitait aussi la recherche d'un règlement pacifique.

Cette décision doit être vue dans le cadre des efforts que je poursuis, conformément à la mission de bons offices qui m'a été confiée par le Conseil de sécurité, pour ouvrir la voie à des négociations constructives entre les deux communautés en vue de parvenir à un accord sur un règlement juste et durable du problème de Chypre. A mon avis, le maintien d'un climat de paix à Chypre est essentiel si l'on veut surmonter les difficultés qui sont apparues lorsqu'il s'est agi de mettre en branle un processus de négociation efficace.

1/ Publiée sous la cote S/RES/430 (1978).

A cet égard, il me faut souligner les difficultés auxquelles je me heurte pour maintenir la Force des Nations Unies à Chypre, du fait du déficit persistant du budget de la Force. L'Opération des Nations Unies à Chypre est financée en partie par les gouvernements qui fournissent des contingents et en partie par les gouvernements qui versent des contributions volontaires. Or les contributions volontaires reçues se sont toujours révélées très insuffisantes, au point que le déficit total s'élevait au 15 juin 1978 à plus de 52 millions de dollars. En outre, 11,4 millions de dollars, dont 2,2 millions seulement ont été reçus, sont nécessaires pour couvrir la part des dépenses totales de la Force pour la période de six mois se terminant le 15 décembre 1978 qui est normalement financée à l'aide de contributions volontaires. Si l'on s'en tient à ce qui a été fait jusqu'à présent, les pays qui fournissent des contingents devraient ainsi prendre à leur charge des dépenses atteignant environ 17,7 millions de dollars, montant qui comprend à la fois certaines dépenses supplémentaires remboursables et les dépenses non remboursables qui sont normalement à leur charge (voir annexe). Les gouvernements intéressés m'ont fait part des préoccupations croissantes et extrêmement graves que leur cause la disproportion des charges financières qu'ils ont à supporter, ce qui a obligé certains d'entre eux à revoir leurs engagements concernant leur participation à la Force. Je m'inquiète également de ce que la Force ne puisse faire face à tous ses engagements financiers et des conséquences de cette situation sur la poursuite de l'opération de maintien de la paix à Chypre.

Je considère qu'il est indispensable de redresser la grave situation financière dans laquelle se trouve la Force. En vertu des arrangements actuels, le seul moyen de le faire est de réapprovisionner le compte spécial de la Force grâce à des contributions volontaires. Je demande donc instamment aux gouvernements qui versent des contributions volontaires d'envisager de les augmenter, et à ceux qui n'en versent pas de commencer à le faire. J'espère aussi que les gouvernements qui contribuent régulièrement au Compte de la Force pourront au moins maintenir le niveau de leur contribution. J'en appelle maintenant à la générosité de votre gouvernement pour qu'il verse rapidement une contribution volontaire, afin que la Force puisse s'acquitter de son importante mission.

Le Secrétaire général,

(Signé) Kurt WALDHEIM

Annexe

SITUATION FINANCIERE DE LA FORCE DES NATIONS UNIES
CHARGEE DU MAINTIEN DE LA PAIX A CHYPRE

Depuis 1964, 65 pays ont versé ou annoncé des contributions volontaires pour financer l'opération des Nations Unies à Chypre. On trouvera dans le tableau qui suit une récapitulation des contributions au Compte spécial de la Force depuis le début de l'opération ainsi que l'indication des contributions attendues ou déjà reçues pour la période allant du 16 décembre 1977 au 15 juin 1978.

Pour fournir des contingents à la Force, les gouvernements puisent dans leurs effectifs d'appelés et dans d'autres ressources, ce qui leur coûte l'heure actuelle environ 17,7 millions de dollars pour chaque période de six mois. Ces dépenses comprennent a) les soldes et indemnités versées aux soldats et les dépenses normales de matériel que, en vertu des arrangements actuels, l'Organisation des Nations Unies n'est pas tenue de rembourser aux gouvernements qui fournissent des contingents; il s'agit donc là de dépenses faites pour maintenir la Force qui sont entièrement à la charge des gouvernements qui fournissent des contingents; b) certaines dépenses supplémentaires et extraordinaires encourues au titre de la Force en vertu des arrangements actuels, dont les pays qui fournissent des contingents pourraient réclamer le remboursement à l'Organisation des Nations Unies, mais qu'ils ont accepté de prendre à leur charge, comme contribution supplémentaire à l'opération des Nations Unies à Chypre.

Compte tenu des deux types de dépenses indiqués ci-dessus, le coût réel de l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période de six mois expirant le 15 décembre 1978 serait d'environ 29,1 millions de dollars, répartis comme suit :

	<u>Millions de dollars</u>
1. a) Soldes et indemnités versées aux contingents et dépenses normales de matériel, financées directement par les gouvernements qui fournissent des contingents, et	
b) Certaines dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements qui fournissent des contingents, financées directement par lesdits gouvernements,	17,7
2. Dépenses directes à la charge de l'Organisation des Nations Unies (y compris les dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements qui fournissent des contingents et qui demandent à être remboursés), financées au moyen de contributions volontaires	11,4
Dépenses totales	29,1

/...

Il est nécessaire que les gouvernements versent des contributions volontaires pour financer ce dernier type de dépenses, comme il est indiqué dans les prévisions de dépenses qui figurent dans mon rapport du 31 mai 1978 au Conseil de sécurité (S/12723, sect. VI).

Les contributions volontaires reçues des gouvernements n'ont pas été suffisantes pour couvrir ces dépenses. Le déficit accumulé depuis le début de l'opération jusqu'au 15 juin 1978 s'élève maintenant à 52,3 millions de dollars et s'est donc aggravé depuis ma lettre du 23 mars 1978, où je le chiffrais à 50,2 millions de dollars. Dix versements et deux annonces de contribution d'un montant total de 2 184 339 dollars ont été faits jusqu'à présent pour financer la part des dépenses relatives au maintien de la Force pendant la période de six mois se terminant le 15 décembre 1978 (soit 11,4 millions de dollars) qui est financée par des contributions volontaires.

En raison de ce déficit, les demandes de remboursement des dépenses supplémentaires et extraordinaires présentées à l'Organisation des Nations Unies par les gouvernements qui fournissent des contingents sont en souffrance depuis juillet 1975. Concrètement, cela veut dire que ces gouvernements, comme il est dit plus haut, continuent d'assumer des charges disproportionnées en fournissant des contingents pour cette opération de maintien de la paix des Nations Unies.

RECAPITULATION DES CONTRIBUTIONS AU COMPTE SPECIAL DE LA FORCE
ANNONCEES OU VERSEES AU 6 NOVEMBRE 1978 POUR LA PERIODE ALLANT
DU 27 MARS 1964 AU 15 JUIN 1978

(Equivalent en dollars E.-U.)

<u>Pays</u>	<u>Trente-troisième période 16/12/77 au 15/6/78</u>	<u>Montant total des contri- butions annoncées</u>	<u>Contributions reçues</u>
Allemagne, République fédérale d'	500 000	17 000 000	17 000 000 <u>h/</u>
Australie	50 000	2 169 875	2 169 875 <u>a/h/</u>
Autriche	-	2 440 000	2 440 000 <u>a/b/</u>
Belgique	-	2 771 799	2 771 799
Botswana	-	500	500
Canada	-	-	- <u>a/</u>
Chypre	150 000	1 966 359	1 966 359 <u>h/</u>
Côte d'Ivoire	-	60 000	60 000
Danemark	120 000	3 525 000	3 525 000 <u>a/b/</u>
Emirats arabes unis	-	10 000	10 000
Etats-Unis d'Amérique	4 550 000	109 200 000 <u>d/</u>	106 021 177
Finlande	-	900 000	900 000 <u>b/</u>
Ghana	11 310	76 897	76 897
Grèce	400 000	15 350 000	15 350 000
Guyane	-	11 812	11 812

<u>Pays</u>	<u>Trente-troisième période 16/12/77 au 15/6/78</u>	<u>Montant total des contri- butions annoncées</u>	<u>Contributions reçues</u>
Inde	-	20 000	20 000
Iran	5 500	94 500	94 500 <u>h/</u>
Iraq	5 000	25 000	25 000 <u>h/</u>
Irlande	-	50 000	50 000
Islande	2 750	44 407	44 407 <u>h/</u>
Israël	-	26 500	26 500
Italie	-	5 581 645	5 547 128
Jamahiriya arabe libyenne	-	50 000	50 000
Jamaïque	-	29 137	29 137
Japon	200 000	2 240 000	2 240 000 <u>h/</u>
Kampuchea démocratique	-	600	600 <u>e/</u>
Koweït	20 000	40 000	40 000
Liban	-	3 194	3 194
Libéria	-	13 321	11 821
Luxembourg	4 509	75 630	75 630 <u>h/</u>
Malaisie	-	7 500	7 500
Malawi	-	5 590	5 590
Malte	-	1 820	1 820
Maroc	-	20 000	20 000
Mauritanie	-	4 370	4 370
Népal	-	800	800
Niger	-	2 041	2 041
Nigéria	-	10 800	10 800
Norvège	299 539	4 930 280	4 930 280 <u>h/</u>
Nouvelle-Zélande	-	51 697	51 697
Oman	-	8 000	8 000
Pakistan	-	35 791	35 791
Pays-Bas	219 901	2 298 524	2 298 524 <u>h/</u>
Philippines	1 000	11 000	10 000
Qatar	7 000	21 000	21 000
République de Corée	-	16 000	16 000
République démocratique populaire lao	-	1 500	1 500 <u>f/</u>
République-Unie de Tanzanie	-	7 000	7 000
République-Unie du Cameroun	3 460	13 567	13 567
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	918 383	48 510 365 <u>c/</u>	48 510 365 <u>a/b/</u>

<u>Pays</u>	<u>Trente-troisième période 16/12/77 au 15/6/78</u>	<u>Montant total des contri- butions annoncées</u>	<u>Contributions reçues</u>
Sénégal	-	4 000	-
Sierra Leone	-	46 425	46 425
Singapour	500	7 500	7 500
Somalie	-	1 000	1 000
Suède	200 000	5 520 000	5 520 000 a/b/
Suisse	274 193	3 803 602	3 803 602 h/
Thaïlande	-	2 500	2 500
Togo	-	1 020	-
Trinité-et-Tobago	-	2 400	2 400
Turquie	-	1 839 253	1 839 253
Uruguay	-	2 500	2 500
Venezuela	-	3 000	3 000
Viet Nam	-	4 000	4 000 g/
Yougoslavie	-	40 000	40 000
Zaïre	-	30 000	30 000
Zambie	-	38 000	28 000
	<u>7 943 045</u>	<u>231 079 021</u>	<u>227 848 161</u>

a/ Pour une période de six mois, les dépenses assumées par les gouvernements qui fournissent des contingents (voir plus haut, annexe, p. 1, rubrique 1 du tableau) s'établissent approximativement comme suit : Australie, 0,3 million de dollars; Autriche, 1,1 million de dollars; Canada, 5,2 millions de dollars; Danemark, 0,4 million de dollars; Royaume-Uni, 8,1 millions de dollars et Suède, 2,6 millions de dollars.

b/ Contribution déduite ou à déduire des sommes dont le gouvernement a demandé le remboursement au titre des frais d'entretien de son contingent.

c/ Montant maximum annoncé.

d/ Montant maximum annoncé. La contribution effective dépendra de celles qui seront versées par d'autres gouvernements.

e/ Contributions reçues en 1964.

f/ Contributions reçues en 1967.

g/ Contributions reçues entre 1964 et 1966.

h/ En outre, les contributions reçues ou annoncées pour la période du 16 juin au 15 décembre 1978 s'établissent comme suit : Allemagne, République fédérale d', 500 000 dollars; Australie, 50 000 dollars; Chypre, 150 000 dollars; Grèce, 400 000 dollars; Iran, 50 000 dollars; Iraq, 5 000 dollars; Islande, 2 750 dollars; Japon, 200 000 dollars; Luxembourg, 4 509 dollars; Norvège, 327 985 dollars; Pays-Bas, 219 901 dollars et Suisse, 274 194 dollars.